

Boubou Cissé après sa tournée à Kidal : "C'est un signe fort du rétablissement de l'autorité de l'État malien"

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 11 MARS 2020

561

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Sermon
du Chérif
de Nioro**



**La charge
contre IBK**



Mali-lyad Ag Ghaly : L'impossible dialogue



Avec Karim Keïta : Les familles fondatrices de Bamako ne misent-elles pas gros ?

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Sermon du Chérif de Nioro : La charge contre IBK	P.4
Brèves	UCAD : 1 346 bacheliers non orientés menacent de perturber les cours	P.10
	Sécurisation des législatives au Nord : 800 millions aux groupes armés pour l'exercice?	P.10
	Matériaux de construction au Mali : Le prix du ciment prend l'ascenseur	P.10
	Transport aérien : La Minusma lève sa restriction des voyages	P.11
	Tiebilé Dramé : L'homme par qui l'Etat se ravale	P.11
	Région de Mopti : Blocage des routes en zones Dogono	P.11
	CoronaVirus au Sénégal : Le Fouta exposé	P.12
	Moussa Timbiné face à la presse : « Je n'ai aucun problème avec le président Tréta »	P.12
Actualité	Signature de contrat de do : Une bagatelle de 97 millions pour les centres hospitaliers	P.13
	Le 8 mars : Une émancipation à deux vitesses !	P.14
	Signature de Convention : ORTM et GPAC ensemble !	P.15
	Centre de formation et de perfectionnement en statistiques : Des ambitions claires	P.16
Politique	Mali-Iyad Ag Ghaly : L'impossible dialogue	P.17
	Boubou Cissé après sa tournée à Kidal : "C'est un signe fort du rétablissement de l'autorité de l'État malien"	P.19
	Avec Karim Keïta : Les familles fondatrices de Bamako ne misent-elles pas gros ?	P.21
Culture & société	Orchestre régional de Sikasso : Du matériel de musique flambant neuf	P.22
International	De vieux briscards africains en quête de 3e mandat : La décision de Ouattara aura-t-elle un effet sur Alpha Condé ?	P.23
	Burkina Faso : En Finir avec la violence terroriste !	P.24
Sport	Real Madrid : Zinédine Zidane, des choix en question	P.26
	Liverpool : «Mané et Salah ne s'aiment pas»	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.13



P.19





Sermon du Chérif de Nioro : La charge contre IBK

Il a été assidûment entrepris par IBK pour normaliser des relations au début mielleuses qui se sont détériorées au fil du temps pour devenir fielleuses. Pour renouer le fil rompu, le Président de la République s'est rendu chez lui un nombre incalculable de fois

pour faire à nouveau allégeance et obtenir son pardon. Il n'a même pas hésité, devant cameras à utiliser son arme de conviction massive : les larmes sur commande. On vit aussi chez lui de nombreux émissaires du Président dont une forte délégation composée de 5 ministres de

souveraineté déchaussés et accroupis sur un tapis espérant une bonne parole à rapporter à leur mandant.

Rien n'y fit.

Le Chérif de Nioro, puisque c'est de lui qu'il est resté inflexible face à IBK. Malgré les incessants va et viens du ministre des Affaires étrangères Tiébilé Dramé, originaire de la localité. D'ailleurs l'on avait fini par croire que les bons offices de Dramé avaient porté fruit au regard de certains commentaires sur les réseaux sociaux. Il semble qu'il n'en est rien.

S'exprimant le 6 mars 2020 au cours de son habituel sermon de l'après-prière du vendredi, le Chérif commence par clarifier sa position par rapport à Mahmoud Dicko et son rassemblement initialement prévu une semaine avant mais annulé in extremis « à sa demande expresse » selon l'imam Dicko. Il confirme mais désavoue la méthode Dicko qui, selon lui consiste à tirer sur une ambulance « Concer-





nant la marche annulée, j'ai fait savoir à l'imam Mahmoud Dicko qu'on n'a pas besoin d'utiliser la violence contre un régime ayant montré ses limites. Les propos attribués à lui après son meeting m'ont été rapportés et j'ai, donc, pris l'initiative de le faire revenir à la raison en lui demandant de surseoir à ladite marche. Qu'allons-nous faire avec ce régime qui tend vers sa fin ? Car, conclut-il sur ce point « Je ne m'associerai jamais à quelqu'un pour déstabiliser le pays. Mon seul objectif est de voir tous les Maliens heureux ».

S'agissant à proprement parler de IBK, le Chérif a levé toutes les ambiguïtés sur leurs relations. Il est vrai que par une savante utilisation des réseaux sociaux ces relations avaient été présentées comme désormais idyllique après une courte brouille. Il s'avère d'ailleurs que la distance prise par Bouillé s'explique par le refus de la mauvaise gouvernance de IBK et non pas par des raisons personnelles.

Le Chérif estime que « nous connaissons toutes sortes d'humiliation du fait de la mauvaise gouvernance pendant que le Président, lui-même, n'est même pas conscient de son rôle de Président que lorsqu'il se voit dans son avion pour voyager ; le peuple malien étant laissé à lui-même.

Notre souveraineté est bafouée et la seule préoccupation du régime, c'est de jouir des deniers publics. Les droits des fonctionnaires ne sont plus respectés et l'armée humiliée en permanence ». Poursuivant « Une chose n'est plus un doute sur IBK, c'est que c'est une liane (une

liane est une plante grimpante herbacée ou ligneuse à la tige particulièrement souple qui utilise d'autres végétaux, mais aussi, d'autres supports verticaux pour monter vers la canopée bénéficiant d'un meilleur ensoleillement.).

IBK n'est bon que pour exécuter des ordres/décisions à lui instruites. Il ne saurait les initier lui-même ».

D'ailleurs « IBK laisse gérer le pays par sa famille et son entourage. Prenons le cas de son fils Karim, il est impliqué dans toutes les affaires. Qui ne sait pas que Karim fait du trafic d'argent à travers le monde entier ?

Ils ont tous des comptes bloqués à l'étranger. Nos ressources sont pillées pour des investissements en dehors du pays.

Karim ne serait pas devenu député si je ne m'étais pas opposé à la décision de son père qui prévoyait d'empêcher sa candidature. Mais

j'ai été la première personne à être attaquée par Karim à travers mes enfants pendant la campagne présidentielle de 2018. Lui et le fils de Tiékoro Bagayoko, en la personne de Mohamed, ont planifié une attaque contre une partie de ma famille à Guiré dans la zone de Nara. Et pour conclure « : "Ma position face au régime reste la même, mais de façon démocratique.

Notre pays est une grande nation, tous ceux qui pensent que le Mali va tomber se trompent, nous allons nous relever. Même les ennemis de la nation qui souhaitent du malheur au pays profiteraient du Mali."

Une brouille fondée sur de tels arguments a peu de chance d'être facilement résorbée.

■ MOCTAR SOW



RFI Afrique

Sur les dix dossiers de candidatures déposés pour la présidentielle du 20 mai, six sont acceptés par la Commission électorale. Les candidats dont le dossier est écarté ont encore deux jours pour contester cette décision



Avec un nouveau massacre dimanche dans les villages peulh de Dinguila, Barga et Ramdola, situés dans le département de Barga, Province du Yatenga. Bilan : au moins 43 morts.

Alpha Cisse

Élections législatives 2020
Tièman Hubert COULIBALY au meeting de l'alliance des partis (UDD, YELEMA, PS) dans la région de Soudou Baba (Mopti).



AfrikMag

La réaction de Guillaume Soro à l'annonce d'Alasane Ouattara de ne pas se présenter à l'élection présidentielle prochaine était très attendue. Le président du GPS a finalement fini par faire connaître sa position.



Hamed BAKAYOKO

En ma qualité de parrain honoraire du FEMUA, j'ai eu ce jour, l'agréable visite de Magic System et Gaou Productions ainsi que la primeur des dates de la prochaine édition du festival.



Ismael Tiendrebeogo

Afferage à Ouagadougou. Tuerie de Barga: Une Oeuvre des terroristes déguisés en Koglweogo?
- Les Koglweogo ont tiré sur tous ceux qu'ils ont vu
- Ils étaient deux-deux sur plus de 35 motos



- Ils ont pris des motos et brûlés des maisons (Témoins)
43 personnes ont été tuées dans l'attaque perpétrée contre les villages de Dinguila Peul, Barga Peul et Ramdola Peul situés dans le département de Barga, province du Yatenga dans la Région du Nord, le dimanche 08 mars 2020. Que s'est-il passé? Qui est à l'origine de cette tuerie? Radio Oméga a recueilli des témoignages. Pour des raisons de sécurité, leurs voix ont été modifiées.
Ecoutez les témoignages ici: <https://bit.ly/39KMn0>



Koulouba Actu

A quelques encablures du scrutin du 29 Mars, la jeunesse de Gao donne de la voix. Très remontée notamment contre les promesses encore non-tenues du gouvernement de Boubou Cissé d'entamer au plus vite les travaux de la route Sevaré – Gao – dont la détérioration pénalise le trafic en direction leur contrée -, les jeunes de la Cité des Askia s'insurgent et menacent de répondre à l'inaction de autorités à coups d'obstacles à la tenue des élections législatives.



Depuis hier dimanche minuit, la campagne des législatives a officiellement été lancée au Mali. De groupes armés auraient conclu des contrats visant à assurer la sécurité des candidats tout au long de la campagne électorale au nord du pays.

Bamako Niarela

Toumani Djimé Diallo, ambassadeur du Mali en France, a saisi le Sénat français pour dire ses vérités sur la crise au Mali et l'intervention de l'armée française. Mais hélas, ses vérités ont fait mal à la France et son discours n'a pas été apprécié par le président Ibrahim Boubacar Kéïta, un Français bon teint à la peau noire. Toumani Djimé a été rappelé à Bamako. Le bouillant chef de la diplomatie malienne, Tiébilé Dramé, a été dépêché à Paris pour apaiser la situation.



Football365.fr

Le monde du football n'est pas épargné par le coronavirus. Vous êtes perdus suite aux dernières



infos ? Nous vous proposons un RÉCAPITULATIF COMPLET.



Amadou GON Coulibaly

Amadou GON Coulibaly est à Primature Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, j'ai reçu la visite de mon ami et frère M. Pascal KOUPAKI, ancien Premier Ministre du Bénin, Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République du Bénin accompagné de son épouse.

C'est toujours avec beaucoup de plaisir que je revoie mon ancien collaborateur au Cabinet du Premier Ministre de la Côte d'Ivoire d'alors, M. Alassane Ouattara dans les années 1990 à 1993.

M. Pascal Irénée KOUPAKI était à l'époque son Directeur de Cabinet Adjoint et moi son Conseiller.
Abidjan, le 9 mars 2020.



Issa Fakaba Sissoko

Un nouveau rapport des Nations unies épingle la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) d'être « en complicité avec les groupes terroristes » non seulement dans le Nord du Mali, mais aussi au Centre. Le document de 43 pages accuse également la Plateforme, principalement le Gatia et le MAA, d'être « impliqués » dans le trafic de drogue. Le Gatia rejette en bloc ces accusations, tandis que la CMA convoque « une commission pour analyser le rapport » avant toute réaction.



Alpha Macky Diakité

Existe-t-il encore des électeurs dans le Seeno et au plateau Dogon?



Jeune Afrique

Donné pour politiquement mort, Joe Biden a fait mentir les pronostics, en se remettant dans la course à l'investiture démocrate face à Bernie Sanders. Et si il est loin d'être enthousiasmant, il apparaît comme le plus susceptible de le battre Donald Trump.



Bbkinfo

Bbkinfo à Regards Croisés. POLICE NATIONALE DU MALI. Directeur Général Adjoint de la police nationale le Contrôleur Général Moussa Boubacar MARIKO Visite surprise du Directeur Général Adjoint de la police Nationale à l'Ecole Nationale de Police !

Ce jour 10 mars 2020, aux environs de 12h40 mn, le Directeur Général Adjoint de la police Nationale, le Contrôleur Général Moussa Boubacar MARIKO, a effectué une visite surprise à l'Ecole Nationale de Police. Le moment choisi par personnalité pour visiter l'école n'était pas fortuit. En effet, le Directeur Général Adjoint de la police était spécialement venu à l'heure du repas, pour goûter avec les 2130 élèves policiers en formation à L'ENP, leur repas ordinaire quotidien.

Il s'agissait pour lui de s'assurer de la qualité de la nourriture offerte aux élèves. Après avoir pris quelques cuillerées au milieu d'un groupe d'élèves, sur fond de discussions autour du plat, le Directeur Général Adjoint de la police Nationale s'est dit satisfait de la très bonne qualité du repas du jour servi aux élèves.

Avant de prendre congé d'eux, il a félicité tout l'encadrement, pour la qualité de la formation (formation de base) et surtout de l'alimentation des élèves fonctionnaires de police. Il a invité ceux-ci à beaucoup plus de discipline et d'assiduité, conditions essentielles pour devenir un policier exemplaire.

Ce geste symbolique du Directeur Général Adjoint de la police nationale a été hautement apprécié par l'encadrement de l'Ecole Nationale de Police et de ses pensionnaires.

PNM. Kaly Diakité





Orange Football Club



Le 19 mai 2012, Chelsea remporte la finale de la Ligue des champions face au Bayern Munich (1-1, 4 t.a.b à 3) au terme d'un match au scénario hitchcockien !

Didier Drogba, héros de la soirée, entre définitivement dans la légende



Macky Sall



Nous vivons une crise mondiale provoquée par le #COVID19. Nos compatriotes de la diaspora confrontés au confinement et autres contraintes en souffrent. Cela nous affecte directement. Je voudrais ici leur témoigner du soutien et de la solidarité de toute la nation face à l'épreuve

Emmanuel Macron



Merci à tous les SAMU de France, tous les soignants : étudiants en médecine, réservistes, retraités qui reviennent prêter main forte, et l'ensemble des personnels mobilisés.

Jigi



La distribution des cartes d'électeur biométriques a débuté le 7 mars et se poursuivra jusqu'au 29 mars 2020, 1er tour des élections législatives au #Mali. Il faut présenter une pièce d'identité pour la retirer. Les cartes non retirées seront disponibles dans les bureaux de vote.



Félicité Doubangar



Goldman Sachs n'introduira plus en Bourse une entreprise sans femme dans son Conseil d'administration. (Le géant annonce qu'il ne soutiendrait plus l'introduction en Bourse des entreprises qui n'ont pas au moins 1 femme ou une personne issue de la diversité)

Séga DIARRAH

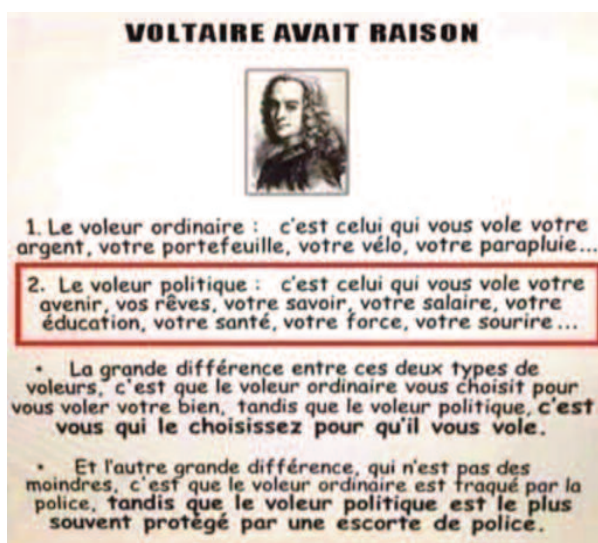


L'application même partielle de la charia au #Mali sous la contrainte destabilisera toute la région - Vert : membre de l'organisation islamique sans la charia - Violet : charia intégrale - Jaune : Charia partielle (mariage, divorce, héritage etc) - Orange : Charia régionale

La paix au Mali



Nous choisissons le #voleur #politique. Nous l'éliminons pour nous voler notre avenir, nos rêves, notre savoir, notre santé, notre force, notre vie...



Moussa Baba Coulibaly

Rien qu'à entendre dans les infos, 1 nouveau cas de Coronavirus confirmé....je tressallis. Ça devient insupportable !



Bennchico Savadogo

Hum on dit maraka aime voyager, on vient de donner visa plus billet d'avion direction Italie, le mec dit Koh Bamako est doux



Fahad Ag Almahmoud

En ces moments de campagne pour les législatives nous attendons de nos candidats :

1. Pour les députés sortants un bilan
2. Pour tous des promesses qu'ils peuvent réaliser
3. Nous éviter leurs qualités personnelles surtout nous ne leur demandons pas les défauts de leurs adversaires.
4. Je les conseille d'utiliser les verbes lutter et se battre au lieu de faire et réaliser. Savoir aussi qu'un candidat à la députation ne doit pas faire les mêmes promesses qu'un candidat à la Présidence de la République.

Bonne chance à tous qui apporteront du bien à leurs collectivités et courage aux autres.



Gisèle NoorSaïd Flanda

Gisèle NoorSaïd Flanda est à : Bamako, avec Inti Gaspard et Doc Bah.

J'ai eu l'occasion unique de participer auprès de Madani Diallo ou Inti Gaspard à la pré-campagne des législatives 2020 à Diema.



Pour ses amis sur Facebook, c'est un personnage haut en couleur, ça c'est le moins qu'on puisse dire, en vrai c'est encore plus bluffant! Humilité, sincérité dans ses actes et paroles, détermination, convaincu qu'il a un plus à apporter à sa communauté et à sa nation, anti conformiste et au delà de tout ça, il bénéficie d'une légitimité que des actions concrètes confèrent en dehors de tout enjeux politiques.

Je crois que je n'ai jamais caché ma soif de changement positif dans le système, je n'ai jamais hésité en dehors de toute coloration politique (je n'ai jamais eu de parti politique et mon engagement prend la couleur de mes convictions qui elles sont liées à l'émergence de mon pays) à prendre parti pour des causes qui me tiennent à cœur et ce sans excuse ni couverture et si toute ma sympathie s'attache à Madani c'est que je partage des valeurs comme assumer nos responsabilités et démontrer notre engagement en tant que jeunes envers cette nation que nous avons en commun.

Bon vent Allah ka Inti, Gigi ka inti



PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

UCAD : 1 346 bacheliers non orientés menacent de perturber les cours



L'UCAD de Dakar risque de renouer avec les affrontements dans les jours à venir. Pour cause, les 1 346 nouveaux bacheliers non encore orientés ont décidé d'envahir la rue pour se faire entendre. Et cela, après leur marche de contestation avortée de leur collectif qui devrait partir du «couloir de la mort» de ce temple du savoir au poste de la Médina. D'après Souleymane Diouf, coordonnateur de leur collectif, les chiffres annoncés par Cheikh Oumar Anne, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) ne tiennent pas la route. Celui-ci avait déclaré que tous les bacheliers ont été orientés dans les universités publiques. «Il n'a pas dit toute la vérité sur cette affaire. Si rien n'est fait d'ici une semaine, nous passerons à la vitesse supérieure. Descendre dans les rues n'est pas exclu pour faire réagir les autorités publiques», a-t-il soutenu. Souleymane Diouf et ses camarades dénoncent cet état de fait qu'ils qualifient d'injuste.

Matériaux de construction au Mali : Le prix du ciment prend l'ascenseur

Voilà quelques semaines déjà que construire est un casse-tête pour les promoteurs immobiliers et les particuliers. Et pour cause, le matériau le plus sollicité dans la réalisation d'édifices a tendance à se faire plus rare que le métal jaune. Et quand le ciment arrive par à-coups sa rareté sur le marché en fixe les prix de façon à le rendre intouchable. De moins de 90 000 francs CFA, le prix a ainsi pris l'ascenseur pour atteindre plus de 100 000 FCFA la tonne. Même des villes plus proches du Sénégal comme Kayes ne sont pas épargnées par les effets de la disette.

Celle-ci était imputée dans un premier temps à une intensification des travaux de construction occasionnée par la réhabilitation des bâtiments de l'Etat cédés à des particuliers – mais il se trouve que c'est plutôt les implications de mesures coercitives déclenchées par les autorités sénégalaises en faveur du respect des normes sous régionales de passage. Les dépassements préjudiciables à l'état des routes ne sont plus autorisés par ce pays voisin et cela se manifeste, à en croire nos sources, par des retards qui affectent à la fois la fluidité et les quantités du produit déversé sur le Mali. Mais pour sûr, si cette rigueur perdure, les marges de manœuvre des importateurs maliens leur permettront diffi-

Sécurisation des législatives au Nord : 800 millions aux groupes armés pour l'exercice?



L'un des facteurs récurrents qui ont entraîné le report des élections et la prorogation du mandat des députés était l'insécurité et l'absence de l'Etat sur une bonne partie du territoire. Des actes assimilables à de la haute trahison se poursuivent au sommet du pouvoir avec le financement de séparatistes et terroristes pour la sécurisation des élections et des candidats.

En guise de perdriems aux élections législatives de Mars 2019, l'homme qui gère le trésor public (le PM Boubou Cissé) envisagerait de débloquent un budget de 800 millions de FCFA pour être mis à la disposition des groupes armés. Ce serait à partir du 22 mars 2020 pour supporter les frais de la sécurisation des législatives.

Les groupes armés sont encore les maîtres des lieux et ils auraient eux-mêmes assuré la sécurité du Premier Ministre lors de sa tournée à Kidal. Comme à la présidentielle, ce serait encore les candidats ou listes affiliés à ces groupes qui relèveront le gros lot.

cilement de ramener les prix à leur niveau initial supportable pour les consommateurs. La crise a donc de beaux jours devant elle, pourvu que les routes, tout aussi onéreuses pour le budget national, s'en tirent à meilleur compte.



Transport aérien : La Minusma lève sa restriction des voyages



Pour la plus grande joie des candidats nordistes aux législatives, la mission onusienne de stabilisation du Mali a abandonné, selon toute évidence, sa logique de rejet tous azimuts des sollicitations de services de transport qui l'assaillent en cette période électorale. Il nous revient de source bien introduite qu'une première vague de candidats a atterri à Gao, à quelques encablures de l'ouverture de la campagne et pourraient rivaliser avec les concurrents résidents sans perdre pied. Pour la destination de Tombouctou également, le transport ne semble plus poser de problème aux candidats n'ayant pas encore rejoint l'arène électorale. Là également, la Minusma, de même source, a revu sa copie dans le sillage d'une réaction publique du chef de file de l'opposition qui a levé toute équivoque en déclarant n'avoir jamais conseillé à la mission onusienne de ne pas transporter de candidats. Toutefois, selon les clarifications apportées par les responsables de la Minusma interrogés sur la question, la question sera gérée sans enfreindre aux principes d'équité et d'impartialité entre protagonistes du jeu électorale. Ce qui n'est pas distant des préoccupations auxquelles nos sources font allusion en attribuant des réserves à Soumaïla Cissé sur le transport des candidats par les moyens de la Minusma.

Tiebilé Dramé : L'homme par qui l'Etat se ravale



Par excès de zèle ou d'entrain tout simplement, le ministre des Affaires étrangères se sera illustré en l'espace d'une semaine environ comme l'homme par qui l'Etat malien essuie les déconvenues. La série a été déclenchée par sa récente mission à Paris. Un malheur ne venant jamais seul, Tiebilé Dramé en a rajouté à la gêne provoquée par l'ambassadeur Toumani Djimé Diallo en versant presque dans la gèneuxion là où de simples excuses suffisaient. Par-delà le rappel et du rapatriement du diplomate fautif, le chef de la diplomatie malienne a cru bon de se traîner aux pieds de Macron jusqu'à la courbette pour se rassurer que le contentieux est définitivement vidé avec la France. Comme si cela ne suffisait pas, son nom est réapparu quelques jours plus tard dans le rocambolesque épisode de l'imam Mahmoud Dicko et dans le rôle d'intercesseur malencontreux. Il est question là également d'implorer le pardon au nom de l'Etat, mais le ravalement de la République est allé si loin que les deux syndicats de magistrats ont dû donner de la voix pour sauver l'honneur du pouvoir en dénonçant la démarche du ministre des Affaires étrangères.

Région de Mopti : Blocage des routes en zones Dogono

La communauté dogon ne décolère pas après la polémique des checkpoints démontés par le pouvoir public à la suite du passage du Premier ministre Boubou Cissé dans le Centre consécutif à la deuxième attaque d'Ogossagou. Pour protester contre la mesure, les adeptes de Dan Nan Ambassagou ont publiquement opté pour la voie de la désobéissance. Profitant d'attaques ou d'arraisonnement de camions de transports, la jeunesse a choisi de paralyser tous les tronçons reliant les grandes contrées. Ils sont pris d'assaut et devraient demeurer inexploitable tant que les checkpoints ne sont pas rétablis au nom du besoin de sécurisation des zones hantées par les colonnes djihadistes. Le hic est que la mobilité des populations qu'ils prétendent sécuriser est fortement affectée par les protestataires, surtout en cette période électorale. Il nous revient en clair que les candidats aux législatives ne savent plus où donner de la tête et étaient encore confinés pour la plupart à Bamako à la veille du démarrage de la campagne. Il est loisible



de comprendre que l'élection pourrait ne sourire qu'à ceux-là qu'ils voudront bien autoriser à battre campagne quand la mobilité n'est négociable contre espèces.

CoronaVirus au Sénégal : Le Fouta exposé



Les populations de la partie nord du pays ne manifestent aucun respect des consignes sanitaires émises par les pouvoirs publics, pour se prémunir de la maladie du Coronavirus. Un tour dans quelques lieux publics permet d'en faire le constat.

(Podor) – La peur et la panique autour de la maladie du Coronavirus ne sont nullement senties chez les populations de la zone Nord du Sénégal. En effet dans cette partie du pays, force est de constater que les gens n'en parlent même pas et continuent de vaquer à leurs préoccupations. Preuve que cette maladie n'inquiète et n'empêche personne de dormir, c'est qu'avec l'annulation de nombreux événements dont des rassemblements de personnes, les marchés hebdomadaires qui drainent des foules et qui se tiennent en plein air, continuent d'avoir lieu dans les différentes localités de la région. Et paradoxalement dans ces lieux où toutes les nationalités se côtoient, aucune mesure d'hygiène qui s'adapterait à la situation actuelle, n'est prise pour endiguer le mal. «Les autorités locales devaient prendre des mesures de confinement pour se prémunir de la maladie. Mais aller jusqu'à bloquer des activités en plein air ou des gens peuvent se promener, alors qu'ils ne sont pas en contact avec d'autres, n'est pas sérieux», expliquent certains vendeurs trouvés dans certains marchés hebdomadaires. Dans cette zone nord, les communes de Galoya, Madina-Ndiatbé, Ndioum et celle de Thillé Boubacar constituent les plus grands marchés hebdomadaires. Dans ces lieux de convergence de plusieurs milliers de personnes où les populations sont en contact permanent avec d'autres, les populations ignorent même ce que c'est un masque, encore moins de gants et ne s'adonnent nullement aux pratiques élémentaires du lavage des mains avec du savon.

Les autorités locales mises à l'index

Certes informée que la maladie est bien là, et qu'elle serait très dangereuse, la vendeuse Diatou Cissé continue de vendre à ses clients sans se soucier d'une quelconque maladie. Plus grave, ses clients continuent d'utiliser les mêmes ustensiles et pots d'eau à boire et autres cuillères pour servir le repas. Dans son restaurant, la dame confie qu'à part l'eau de javel elle ne connaît aucun autre produit détergent qui doit désinfecter le milieu dans lequel elle travaille. «On ne connaît pas qui porte le virus et on ne connaît pas non plus qui ne le porte pas», renseigne la vendeuse de légumes qui accueille autour de sa table plusieurs clients qui manipulent et touchent avec leurs mains son produit comme ils veulent. Toutefois, les populations reconnaissent tout de même avec beaucoup d'indignation que du côté de leurs autorités étatiques et locales, elles ne sont informées de rien sur les mesures d'hygiène à pren-

Moussa Timbiné face à la presse : “Je n'ai aucun problème avec le président Tréta”



Au cours de la conférence de presse inaugurale des candidats de l'alliance RPM-APR aux élections législatives en Commune V, Moussa Timbiné est revenu sur les rumeurs concernant son rapport avec le président du parti RPM, Bocary Tréta. A l'en croire, il n'y a aucun problème entre lui et son président Tréta. En prélude du lancement de leur campagne électorale pour les législatives, prévu pour ce mardi, les candidats de l'alliance RPM-APR étaient hier face à la presse. A travers cette conférence de presse, l'alliance a présenté ses portefeuilles, expliqué les raisons du choix des candidats et dévoilé le programme de société des candidats. Ils sont au nombre de trois personnes dont une femme: Moussa Timbiné, secrétaire général de la section RPM de la commune V, Ibrahima Bagayoko, adjoint au maire de la Commune V et militant du RPM, Mme Coulibaly Oumou Coulibaly, adjointe au maire de la Commune V et militante du parti APR. Avec ses 14 conseillers et un maire, le parti RPM est la première force politique en Commune V. Quant au parti APR, il est la quatrième force politique avec 4 conseillers. L'occasion était bonne pour Moussa Timbiné de faire la genèse de son bilan dans les domaines de l'action sociale, promotion de la femme, jeunesse et emploi, éducation et formation, santé et humanitaire ainsi que dans le cadre du renforcement de la démocratie. Dans la foulée, le directeur de campagne de l'alliance, Ibrahima Diabakaté a dévoilé les programmes de développement de ses candidats. Il s'agit du renforcement de la défense, la sécurité et de la cohésion sociale ; de l'amélioration de l'accès à l'habitat ; du développement urbain ; de la sécurité et de l'autonomie alimentaire ; du renforcement du plateau technique sanitaire et de l'amélioration des conditions de travail des agents de santé. L'alliance vise aussi à l'autonomisation des femmes ; d'un système éducatif stable, de qualité, tourné vers l'employabilité, de la formation, du renforcement des capacités, de l'emploi et l'auto-emploi... Face à la presse, le secrétaire général de la section RPM de la Commune V et 1er vice-président de l'Assemblée Nationale sortante, a donné des éclaircissements concernant son rapport avec le président du parti, Dr. Bocary Tréta. « Contrairement aux rumeurs, je n'ai aucun problème avec le président Tréta. J'ai de bonnes relations avec mon cousin Tréta... ». Aux dires de Timbiné, certains cadres de la section RPM de la Commune V voulaient créer le désordre lors du choix des candidats aux législatives reportées.

dre. Une situation qui les expose à la maladie qui fait peur.

■ Abou KANE

Signature de contrat de do : Une bagatelle de 97 millions pour les centres hospitaliers

La cérémonie de signature de deux contrats de don s'est déroulée au siège de l'Ambassade du Japon au Mali, mardi 10 mars 2020. D'un montant global de 97 millions de FCFA, ces projets contribueront, sans nul doute, à améliorer le plateau sanitaire, notamment à l'hôpital Mère-enfant du Luxembourg et au CHU point G. Par cet acte de bienfaisance, des milliers de vies seront sauvées au Mali.



Le montant global de ces projets s'élève à 148,179 euros, soit environ 97 millions de FCFA ; une aide sous forme de don du gouvernement du Japon aux microprojets locaux contribuant directement à la sécurité humaine (APL). Ce programme apporte un concours à des projets élaborés par des entités locales telles que les organisations non-gouvernementales et les collectivités locales. Selon Issa Keita, directeur exécutif de l'ONG AMPES, la présente cérémonie s'inscrit dans le cadre du renouvellement et du raffermissement constants de la confiance de l'Ambassade du Japon à l'endroit de son organisation. Ensuite en 2016, le second projet éducatif a été financé et réalisé à Zoumaira dans la commune rurale de Massala. « **Force est de reconnaître qu'il est aujourd'hui quasi impossible d'évaluer, à leur juste valeur, les résultats et l'impact hautement positifs de ces 2 projets dans ces 2 localités car ils ont énormément soulagé la souffrance des parents d'élèves et ont contribué à une amélioration très significative des conditions de travail du personnel enseignant. De l'indépendance de notre**

pays à nos jours, le Japon a toujours été un partenaire financier et stratégique très important au triple plan bilatéral, multilatéral et de la coopération décentralisée », a-t-il dit.

Aussi, le président de l'ASIC, Sidiki Dembélé, a remercié l'Ambassade du Japon pour tous les efforts déployés en faveur du Mali. Cette signature de contrat permettra de renforcer les capacités du CHU Point G. Il portera sur deux activités majeures qui vont consister à relever deux défis auxquels le CHU Point G est confronté. Il s'agit d'équiper le service de réanimation à travers deux équipements importants : un respirateur de réanimation et un moniteur de multiparamétrique avec surveillance centrale. « **Pour le bloc opératoire de gynécologie, il s'agira de l'équiper à travers une table d'anesthésie et bistouri électrique. L'ensemble de ces activités seront passées devant des procédures et pour cela des ressources nous sont affectées également. Je voudrais, ici, rassurer l'Ambassadeur que nous allons honorer notre part du contrat** », a-t-il rassuré.

Pour l'Ambassadeur du Japon, Kuruki Daisuke,

les hôpitaux ont un rôle particulier et prépondérant à jouer dans le système de santé publique. Ils sont un maillon essentiel de l'accessibilité aux soins. En dépit d'énormes efforts consentis ces dernières années par les autorités maliennes, la situation sanitaire reste, cependant, caractérisée par la persistance d'une mortalité élevée, particulièrement celle relative à la mère et à l'enfant. Cette mortalité est favorisée par un manque réel de matériels adéquats face à une démographie galopante et l'acuité de certaines maladies telles que le paludisme. En vue d'apaiser cette tendance, le Japon a décidé de financer deux microprojets. Pour le projet d'appui au renforcement des capacités de fonctionnement du centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant le Luxembourg, il vise à améliorer les conditions de travail du personnel et celles de la prise en charge des malades au niveau de la réanimation et du bloc opératoire. S'agissant de la seconde signature, il dira qu'elle concerne le projet d'appui en équipement médical du Centre Hospitalier Universitaire du Point G. La situation actuelle du CHU se caractérise par une insuffisance relative aux infrastructures et aux matériels du plateau technique, une vétusté des équipements médicaux et la faiblesse des ressources pour faire face à l'entretien et à la maintenance des équipements de pointe. Pour toutes ces difficultés maliennes, le gouvernement du Japon a décidé d'accorder à l'ONG « **ASIC** » un financement de 75,004 euros, soit environ 49 millions de FCFA, pour l'achat d'un respirateur de réanimation, d'un moniteur multiparamétrique avec surveillance centrale, d'un respirateur de bloc/table d'anesthésie et d'un bistouri électrique. L'échange des documents dûment signés et la poignée de main ont mis fin à cette signature de contrat de don entre l'Ambassadeur du Japon et les responsables des deux structures.

■ Ibrahim Sanogo

Le 8 mars : Une émancipation à deux vitesses !

A l'instar des autres pays du monde, les Maliennes ont célébré la journée du 8 mars. L'occasion est bonne pour jeter un regard sur le parcours et surtout sur le nouveau visage que les héritières ont donné à cette date historique au fil des ans. Couronnement de la lutte héroïque des ouvrières du pays de l'oncle Sam pour arracher leurs droits dans un monde dominé par les hommes, la célébration de cette date est non seulement un hommage mais également un rappel de ce qui a été accompli et ce qui reste à faire.

Plusieurs décennies après, c'est agréable de constater que la lutte pour l'émancipation de la femme continue et engrange des succès. C'est le lieu de saluer les femmes battantes du Mali dont Adam Ba Konaré, Aminata Dramane Traoré et tant d'autres qui se battent au quotidien, des années durant, pour l'amélioration de la vie de la Femme malienne et de l'Africaine par extension. Cependant, le contraste entre les femmes intellectuelles et leurs sœurs dans les campagnes est si saisissant que l'on ne peut que s'interroger sur les sens que revêt l'égalité entre les femmes. Majoritairement analphabètes et confrontées aux dures réalités d'un milieu culturellement réticent aux changements du rapport homme/femme, la femme rurale et les aides ménagères ne connaissent du 8 mars que son aspect festif.

Distribution de pagnes, organisation de manifestations, réjouissances sont entre autres les activités commémoratives auxquelles elles sont conviées. De la journée fériée, elles n'ont que labeur au champ ou dans les domiciles. Spectatrices sur les plateaux de débats consacrés au bilan de la lutte et aux projets futurs à cause de la barrière linguistique, la femme rurale et l'aide-ménagère en sont à la recherche

de leur place dans une lutte qui est pourtant sienne et la prise en compte de leurs préoccupations dans l'agenda. La lutte contre l'excision et le mariage précoce qui enregistre des avancées significatives est certes profitable à toutes, mais la préoccupation de la femme rurale demeure l'allègement des tâches ménagères (corvée de bois de chauffe, et d'eau) la santé et l'accès aux activités génératrices de revenus et à la propriété foncière entre autres. Ces préoccupations ne sont certes pas oubliées, mais les résultats sont largement en deçà des attentes. Dans l'agenda des associations féminines et des organisations de défense des droits de la femme, ces besoins essentiels de la femme rurale et de l'aide-ménagère sont écrits en minuscule, si l'on en juge par l'absence de projets d'envergure dans le domaine des énergies renouvelables pour remplacer le bois de cuisine et la vulgarisation de la connaissance à travers un programme de formation adapté aux besoins. Le soutien et l'encadrement des microprojets dans les milieux urbains, périurbains et ruraux doivent évoluer vers un programme d'insertion massif et durable de la femme en général et des couches défavorisées en particulier. Il y a certes des acquis dans ces domaines, mais il

est loisible de constater que le chemin reste encore très long.

La lutte pour l'émancipation des femmes est aujourd'hui orientée en grande partie vers des besoins subtils et complexes tel que la violence faite aux femmes, parité aux seins des organes de décision, harcèlement, discriminations liées aux genres... somme toute légitimes mais dont les retombées demeurent difficiles à partager avec les sœurs rurales et aide-ménagères par défaut de compétence ou d'éveil. Aujourd'hui, associations féminines, organisations des droits de la femme et autorités doivent s'investir davantage dans les actions en direction de la femme rurale. Dans un monde dominé par les hommes, l'émancipation de la femme est un véritable défi. Tout en encourageant les femmes battantes, nous les exhortons à tenir compte de la spécificité des besoins de toutes les militantes. Cette année, comme les années précédentes, la célébration du 8 mars se fait dans un contexte marqué par l'insécurité dont les femmes demeurent les principales victimes. Une pensée pour toutes ces femmes victimes ou déplacées pour raison de conflit.

■ Ibrahim Sanogo





Signature de Convention : ORTM et GPAC ensemble !

L'Office de la Radio et de la Télévision du Mali (ORTM) et le Groupement Professionnel des Agences de la Communication (GPAC) se donnent la main en signant une convention de partenariat afin de renforcer leurs capacités dans le domaine de la mobilisation et la sécurisation des recettes publicitaires. La cérémonie a enregistré, hier, la présence du ministre de Communication et Porte-parole du Gouvernement, Yaya Sangaré, et du président du Patronat, Mamadou Sinsy Coulibaly.

La présente signature s'inscrit dans le cadre de la matérialisation de la mise en œuvre de nouvelles dispositions qui régissent le secteur de la publicité au Mali. Il s'agit, entre autres, de la mobilisation et la sécurisation des recettes publicitaires qui profiteront aux professionnels de la publicité, des médias publics et privés.

Pour le DG de GPAC, Sidi Danioko, c'est la fin d'un processus entamé ensemble qui a amené le GPAC dans un nouveau cadre réglementaire, en matière de publicité. Pour le DG, ce document pourra permettre de professionnaliser ce secteur en mettant l'accent notamment sur la performance, la mobilisation des recettes, la transparence. « A travers ce document, nous établissons des rapports qui vont permettre aux deux structures de préciser les périmètres

d'intervention de toutes parties signataires », a souligné le DG de GPAC.

En outre, il s'agit notamment de mettre en œuvre les engagements financiers, juridiques, le processus de travail et la méthode d'évaluation, le mécanisme d'application, afin de mieux sécuriser les recettes.

Pour le DG de l'ORTM, Salif Sanogo, sa structure souhaite aller plus loin après avoir signé cette convention qui est un mariage de raison et d'amour. Selon lui, le GPAC et l'ORTM sont comme l'hydrogène et l'oxygène. « Nos entités sont indispensables à la sphère médiatique et publicitaire du Mali. Sans publicité, aucun médias ne saurait vivre », a affirmé le DG de l'ORTM, Salif Sanogo.

Le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) participera à la bonne organisation et

au bon fonctionnement de ce document, aux côtés de GPAC. Le PDG du CNPM invite les partenaires du secteur privé à être vertueux en respectant scrupuleusement cette convention. Il a affirmé ceci : « **il faut payer les impôts, il faut payer les taxes et il faut payer contractuellement ce qui est prévu pour sécuriser les recettes de l'ORTM. L'Etat ne continuera pas à donner des subventions à l'ORTM. Seul le partenariat public et privé permettra d'augmenter les recettes de l'ORTM** ».

En adressant un coup de cœur au ministre Yaya Sangaré, le Président du CNTM, Mamadou Sinsy Coulibaly, a révélé que les personnes qui exercent dans le secteur de la communication, dans notre pays, ne vivent pas de leur métier. « **Le modèle économique qu'on a choisi depuis 1992 ne permet pas à nos journalistes, à nos animateurs et leurs investisseurs de vivre de leur travail** », a-t-il souligné.

Enfin, le ministre de la Communication a remercié les parties prenantes à l'élaboration de cette rencontre qui était tant attendue par les deux structures. C'est une satisfaction pour le Département mais aussi une satisfaction pour l'ensemble des acteurs qui interviennent dans ce domaine.

■ Ibrahim Sanogo

Centre de formation et de perfectionnement en statistiques : **Des ambitions claires**



La 6^è session ordinaire du Conseil d'administration du Centre de formation et de perfectionnement en statistiques (CFP-Stat) s'est tenue, jeudi dernier, dans un hôtel de la place.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Population (MATP), Moussa Traoré, en présence du directeur général du CFP-Stat, Dr Yacouba Traoré, et des représentants des différentes structures concernées.

Lors de cette 6^è session, les administrateurs ont examiné et adopté le rapport d'activités 2019, celui d'exécution du budget au 31 décembre 2019, le programme d'activités et le projet de budget de l'année 2020. Le Centre de formation et de perfectionnement en statistiques a été créé en 2015. C'est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion. La structure est créée pour résoudre l'épineux problème de manque de données fiables en statistique. Une difficulté que connaît notre pays depuis des décennies. Selon le secrétaire général du ministère de l'Aménagement du

territoire et de la Population (MATP), la création du CFP-Stat illustre l'intérêt que les plus hautes autorités de notre pays accordent à la formation technique et professionnelle. Il a aussi rappelé l'axe 3 de la vision de développement du président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, portant sur le développement du capital humain et l'inclusion sociale. Parlant de l'actif du Centre, Moussa Traoré a, entre autres, cité l'organisation annuelle des concours d'entrée à l'Institut de formation et de recherche démographique (IFORD) et aux écoles de statistiques africaines (ESA). A ce titre il dira qu'en 2019, le Mali a enregistré l'admission de sept candidats au concours de l'IFORD et deux autres au concours de l'école nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan, cycle ISE (Ingénieur statisticien économiste). Le secrétaire général du MATP a aussi ajouté l'organisation des cours de soutien à l'intention des candidats au concours de l'IFORD et des ESA, toute chose qui a permis, selon lui, au Centre d'atteindre les résultats précédemment annoncés. Par ailleurs, le directeur général du CFP-Stat, Yacouba Traoré, a expliqué que sa structure assure la formation initiale des tech-

niciciens supérieurs de la statistique pour les niveaux Bac + 2 série scientifique, et celle continue pour le perfectionnement des agents statistiques du Système national. A ses dires, la sortie de la troisième promotion des techniciens de la statistique est prévue ce mois de mars.

Les deux premières promotions de techniciens supérieurs de la statistique ont déjà été versées sur le marché de l'emploi. Le directeur général du CFP-Stat, Dr Yacouba Traoré, a affirmé que le budget du Centre pour l'exercice 2019 était équilibré en recettes et en dépenses à un peu plus de 1,998 milliard de FCFA, contre 1,444 milliard de FCFA prévus en 2020. Cette année, le Centre souhaite mettre l'accent sur la recherche de financement pour la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités en statistiques et en gestion de base des collectivités territoriales. Il suivra de près les travaux de construction de son siège, dont la première pierre a été posée le 21 février courant, a affirmé son responsable.

■ **Fatoumata Yoyo KONARÉ**

Mali-Iyad Ag Ghaly : L'impossible dialogue



Le dialogue avec les groupes djihadoterroristes est une des recommandations issues du Dialogue national inclusif dont les assises nationales ont eu lieu au mois de décembre 2019 à Bamako. Après un énorme cafouillage dû aux déclarations du Haut Représentant du Président de la République pour les régions du centre qui faisaient état de contacts avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa, et les réserves sur la question de Tiébilé Dramé, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, c'est le Président Ibrahim Bou-bacar Kéita (IBK) en personne qui confirmera la volonté gouvernementale de dialoguer avec les terroristes qui endeuillent chaque semaine le Peuple malien. La réponse aux sollicitations du Gouvernement vient de tomber sous la forme d'un communiqué. Comme il fallait s'y attendre, les groupes djihadoterroristes posent des conditions qui sont la preuve de l'impossible dialogue entre eux et le Gouvernement. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), la coalition terroriste affiliée à al-Qaïda au Maghreb islamique, vient de répondre aux sollicitations de dialogue des autorités maliennes à travers un communiqué publié ce dimanche, 08 mars 2020. Comme il fallait s'y attendre, le GSIM pose comme préalable au dialogue avec les autorités maliennes le retrait total des troupes étrangères, particulièrement

celles françaises de l'opération Barkhane. Si l'acceptation du principe même du dialogue entre Iyad Ag Ghaly et le Gouvernement est le signe de l'évolution du GSIM, l'exigence du retrait des forces françaises de Barkhane est la preuve que celles-ci gênent considérablement les groupes terroristes. En effet, la force Barkhane vient d'infliger une lourde perte au GSIM avec la perte, en février 2020, du chef de « l'émirat du Sahara » d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Djamel Okacha, appelé Yahya Abou El Hamame, le bras droit armé de l'alliance djihadiste dirigée par Iyad Ag Ghaly du Groupe

de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Ainsi, Barkhane apparaît comme le principal obstacle à la progression du GSIM à travers le territoire malien et à son dessein de faire main basse sur le Mali. La neutralisation de Iyad Ag Ghaly en personne est sans doute inscrite dans l'agenda des forces antiterroristes françaises et le chef du GSIM le sait. Il ne s'agit que d'une question de temps. Barkhane cherche à pousser Iyad Ag Ghaly à la faute pour le neutraliser. La mort de Djamel Okacha met la pression sur le chef terroriste touareg qui ne pourra pas se cacher éternellement et finira, tôt ou tard, par





commettre l'erreur qui lui sera fatale. La traque et la neutralisation de Ag Ghaly est la priorité de la force Barkhane et le sera davantage avec la demande de départ exprimée par le chef du GSIM qui fait écho à la même demande par certaines populations maliennes qui s'est cependant calmée ces derniers temps. L'acceptation même du principe de dialoguer est la preuve que le GSIM n'est plus en situation de force sur le terrain. Iyad Ag Ghaly sait qu'IBK n'acceptera jamais le départ des forces étrangères du Mali. Il l'a mainte fois exprimé et a même traité d'«ennemis du Mali» ceux qui expriment une telle demande. Le départ de Barkhane et de la MINUSMA serait une aubaine pour le GSIM qui n'aurait alors aucune peine à marcher sur Bamako. Il ne fait aucun doute que le projet du GSIM c'est de faire du Mali un califat au Sahel avant de s'attaquer au reste de l'Afrique. En témoignent la fermeture de certaines d'écoles maliennes et la chasse aux en-

seignants des dites écoles. L'instauration de la charia est déjà une réalité dans certaines contrées maliennes par des groupes armés terroristes qui essaient au centre du pays. Ainsi, le dialogue prôné par Dioncounda Traoré, Haut Représentant du Président de la République pour les régions du centre, est mort-né. Car Iyad Ag Ghaly et ses alliés ne veulent pas de compromis au Mali. Ce qu'ils recherchent c'est l'anéantissement de la République du Mali laïque et démocratique. Il s'agit donc d'un combat entre ceux qui sont épris de Justice, de Liberté, de Progrès et de Démocratie et les obscurantistes qui voudraient vivre comme au Moyen-Âge. Le dialogue entre ces deux catégories de personnes est impossible. Si le Mali est un pays majoritairement musulman, les Maliens ne désirent pas pour autant être arabisés. Les Maliens souffrent déjà suffisamment des bouleversements socio-culturels nés de la colonisation pour ne pas rajouter une domination

arabo-islamique. C'est pourquoi la seule option qui reste au Gouvernement est l'option militaire avec le soutien de ses alliés du G5 Sahel, de Barkhane et de la MINUSMA. C'est ensemble que nous arriverons à bout des obscurantistes qui cherchent à réduire à néant notre culture vieille de plusieurs siècles et qui s'est adaptée aux différents courants nés des contacts historiques avec d'autres peuples sans se rompre et sans se renier.

La crise malienne est une crise identitaire entre le Peuple du Mali et ceux qui veulent lui imposer une culture arabo-islamique très éloignée des fondements socio-culturels nés de royaumes et d'empires qui ont rayonné dans le monde entier et qui ont bâti une civilisation des plus humanistes au monde. Cela les Maliens doivent le comprendre. Car nous ne sommes pas des Blancs encore moins des Arabes. Nous sommes des Négro-Africains condamnés à nous attacher à l'essentiel de notre Culture si nous ne voulons pas disparaître un jour. Ce qu'on nomme globalisation ne vise qu'à réduire certains peuples dont les Africains et à en faire de nouveaux esclaves. Le monde d'aujourd'hui est dominé par la volonté d'hégémonie du monde occidental et du monde arabo-islamique. Nous devons, tout en étant ouverts aux souffles du progrès humain, refuser d'être les esclaves modernes du 21ème siècle. C'est pourquoi notre islam devra rester un islam de tolérance adapté à nos réalités socio-culturelles, celles qui ont façonné l'Homme malien et fait du Mali une terre d'Humanisme.

■ **Diala Thiény Konaté**



Boubou Cissé après sa tournée à Kidal : “C’est un signe fort du rétablissement de l’autorité de l’État malien”



Le Premier ministre malien Boubou Cissé vient d’achever une visite dans la région de Kidal dans le fief des mouvements rebelles touaregs. Il a promis le retour de l’administration dans cette partie du pays.

Cette visite hautement symbolique du Premier ministre malien Boubou Cissé dans le nord du pays du 4 au 7 mars est survenue trois semaines après le retour d’un contingent de l’armée malienne reconstituée dans le fief des ex-rebelles touaregs. Pendant son séjour, le chef du gouvernement s’est entretenu avec les ex-rebelles touaregs qui contrôlent toujours Kidal, notamment ceux de la Coordination des mouvements de l’Azawad (CMA). Au menu des entretiens : la lancinante question du désarmement des ex-combattants et le retour progressif de l’administration centrale, comme l’a prévu l’Accord de paix et de réconciliation signé à Alger en 2015 (APR).

Au cours d’une interview exclusive qu’il a accordée à nos confrères de la DW, Boubou Cissé explique d’abord les raisons de cette visite, dont la dernière en date remonte à mai 2014. Bou-

bou Cissé se prononce aussi sur plusieurs sujets liés à l’actualité politique et sécuritaire du Mali.

DW : Quel sens donnez-vous à cette visite symbolique dans la région de Kidal ?

Boubou Cissé : C’est une visite importante et particulière qui a lieu dans un contexte de l’accélération de la mise en œuvre de l’Accord pour la paix et la réconciliation. Entreprendre une telle visite revêt un caractère particulier surtout dans une région affectée depuis longtemps par une crise sécuritaire. Particulier, car j’ai visité cette région en compagnie de membres du gouvernement engagés dans la gestion directe de la situation sécuritaire, de la mise en œuvre de l’Accord pour la paix et la réconciliation, de la préparation des élections à venir et en vue de rassurer les populations, les leaders communautaires et les acteurs du processus de paix, de la ferme volonté du président de la République, de reconstruire un Mali uni et fort. Aussi, la visite m’a permis en tant que Premier

ministre, en mission du Président de la République, de me rendre compte des avancées réelles ainsi que les défis du processus de sortie de crise dans la région et de prendre les mesures appropriées.

C’est une visite particulière et importante aux yeux de tous les acteurs car il s’agit d’une visite du Premier ministre, acceptée, voulue et accueillie par les populations de Kidal et les leaders des mouvements signataires de l’APR et les autorités locales. J’ai noté la présence effective de l’État à travers ces symboles, notamment le drapeau national. La présence des FAMA (Forces armées maliennes) reconstituées à Kidal est un signe fort du rétablissement de l’autorité de l’État malien qui doit assurer la protection des biens et des personnes sur l’ensemble de son territoire. Bientôt toutes les forces maliennes se mettront ensemble et avec leurs partenaires et contribueront à mettre fin à l’insécurité à Kidal et dans le reste du Mali.

DW : Comment avez-vous été accueilli dans les villes visitées ?

Boubou Cissé : Ma visite a été voulue, caractérisée par un accueil comme cela se doit dans une République. A la descente d'avion de ma délégation et moi-même dans chaque ville visitée, il y avait l'administration locale, les membres des autorités intérimaires, les notabilités traditionnelles, les leaders des mouvements signataires et les responsables des organisations internationales présentes à Kidal. La population n'est pas restée en marge, particulièrement à Tessalit et Ménaka où femmes, hommes, jeunes et vieux étaient à l'accueil. Bien sûr tout ne peut être exceptionnel compte tenu du contexte. Nous sommes conscients que nous sommes dans un processus de paix et de réconciliation après une crise qui continue d'aillieurs. Si l'APR a permis de baisser les tensions dues au conflit interne entre Maliens, les organisations terroristes continuent de menacer et d'attaquer les populations et les forces nationales et internationales.

En tout état de cause, je peux vous dire que je suis satisfait de ma visite et de ses conclusions et surtout de l'accueil patriotique réservé à ma délégation et à moi-même. Je profite pour remercier très sincèrement tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de cette visite.

Il faut ajouter à cela que l'Amenokal, à Kidal, Mohamed Ag Intalla, a offert un repas à la délégation et il a tenu à exprimer sa satisfaction quant à la nature de cette visite officielle. C'est la première fois que depuis les événements de Kidal de 2014 qu'un Premier ministre, chef du gouvernement, passe non seulement la nuit à Kidal mais aussi échange directement avec toutes les parties : administration, nouvelle armée reconstituée, groupes armés signataires de l'Accord et population.

DW : Depuis près d'un mois, une partie de l'armée est à Kidal. Plusieurs sources nous disent qu'elle est cantonnée. A quoi sert donc ce redéploiement ?

Boubou Cissé : Comme vous le savez, un premier détachement du bataillon des Fama (Forces armées maliennes) reconstituées est arrivé à Kidal depuis trois semaines maintenant. Ils sont dans leur camp que j'ai visité et j'ai eu un échange fructueux avec ces militaires maliens qui malgré les difficultés sont fiers de remplir leur mission. Je leur ai passé le message du chef suprême des armées, Son Excel-

lence Ibrahim Boubacar Keita, à savoir être discipliné, respectueux de la hiérarchie, de la mission, du règlement militaire et des droits de l'homme. Il a également fait savoir qu'il sait compter sur eux pour honorer tout le peuple malien dans l'accomplissement de leur mission. Je voudrais vous dire que leur présence dans cette ville est hautement symbolique. Elle constitue un indicateur de réussite du processus de paix. Des forces composées de militaires et d'ex-combattants intégrés dans l'armée et bien formés dans le cadre du processus de DDR donc de l'APR.

Enfin, il faut savoir que c'est le début d'un processus de redéploiement des Fama reconstituées que l'ensemble des Maliens doit accompagner et soutenir la hiérarchie militaire qui doit être seule responsable de l'emploi de ces militaires comme dans les autres régions du pays.

DW : À quand le contrôle total de la région de Kidal par l'Etat malien ?

Boubou Cissé : L'Etat malien a la souveraineté sur l'ensemble du territoire malien, y compris la région de Kidal depuis la fin du processus d'Alger et la signature de l'APR le 20 juin 2015. Il faut savoir que le processus de paix peut prendre du temps car des difficultés et des obstacles peuvent joncher le chemin. Mais l'essentiel est d'atteindre les objectifs. Je pense que nous sommes sur la bonne voie grâce aux efforts du chef de l'État, du gouvernement, de l'ensemble des organes de mise en œuvre de l'accord et des partenaires du Mali. Je dois ici saluer l'engagement des partenaires aux côtés du Mali. Il s'agit du SNU en l'occurrence la MUNISMA, l'UA, la CEDEAO, G5-Sahel, l'Algérie, la

France, les USA, la Russie, la Chine, la Grande Bretagne, l'Allemagne, de l'UE et tous les pays voisins du Mali.

DW : Le récent dialogue tenu à Bamako a recommandé un toilettage de l'accord d'Alger de 2015. Comment le gouvernement va s'y prendre ?

Boubou Cissé : Il est vrai que l'une des recommandations fortes du Dialogue National Inclusif (DNI) est de procéder à la relecture de l'APR. Il faut aussi préciser que les leaders des mouvements signataires de l'APR ont participé à la réunion au niveau national du DNI. Il est donc naturel que le gouvernement et les mouvements s'engagent ensemble dans la mise en œuvre des recommandations notamment celles qui concernent l'APR. L'Accord pour la paix et la réconciliation prévoit lui-même sa révision dans l'article 65 qui stipule que : Les dispositions du présent Accord et de ses annexes ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement de toutes les parties signataires du présent Accord et après avis du Comité de suivi.

Aussi, la Communauté Internationale a indiqué que s'il y a des difficultés dans la mise en œuvre de l'Accord, qu'elle apportera des solutions qui s'imposeront aux différentes parties. Cela a été consacré dans le "Pacte pour la Paix au Mali" signé le 15 octobre 2018 entre le gouvernement du Mali et l'ONU. Mais il faut souligner que la modification des dispositions de l'APR ne peut se faire sans le consentement des parties signataires et l'avis favorable de la médiation internationale.

■ Auteur Eric Topon



Avec Karim Keïta : Les familles fondatrices de Bamako ne misent-elles pas gros ?

En dehors de sa trame politique et électoraliste, le malaise parti de la disparition du confrère Birama Touré ne tient plus que par la brèche des civilités dues aux notabilités de Bamako. Mais les familles fondatrices de cette ville jouent plutôt gros : tant sur le terrain de leur cohésion interne que sur celui de la notoriété.

Entre le député Karim Keïta et les familles fondatrices de Bamako le contentieux se dilue. C'est ce qu'il ressort en tout cas de la toute dernière sortie du patriarche des Touré et de ses alliés. La rencontre était destinée à afficher et clarifier une position commune vis-à-vis du candidat aux législatives, Karim Keïta, qu'ils rechignent à accueillir à quelques encablures du scrutin. En toile de fond, un contentieux découlant du dossier Birama Touré, un confrère membre de la même famille et pour la cause duquel les notables de Bamako disent être vent debout pour tirer au clair les circonstances de la disparition. Il s'agit d'un aspect non négociable de la question, ont-ils indiqué devant les médias, la semaine dernière, lors d'un énième point de

presse consacré à l'énigme. Et à la faveur duquel les interlocuteurs de la presse ont été quand même moins catégoriques que certains médias quant à l'implication du député élu en Commune II. Il n'en demeure pas qu'ils en veulent énormément au président de la Commission défense de l'Hémicycle pour ce qu'ils considèrent comme un refus de se plier au devoir de passer à la sellette de vestibule pour s'expliquer sur une question ayant trait plutôt à la responsabilité pénale et donc digne de tribunaux. Ce faisant, Karim Keïta n'accepterait-il pas, en définitive, de passer pour potentiel suspect d'une disparition où son implication ne repose sur le moindre indice ? Quoi qu'il en soit, la famille du disparu et alliés ne le perçoivent visiblement que sous le prisme du «lèse-notoriété» et d'un manquement au respect dû à légitimité traditionnelle. Une telle perception a pris des accents dramatisants avec l'épisode d'un certain coordinateur des chefs de quartier du District, Ba Moussa Touré, hissé (malgré lui peut-être) au rang de légitimité rivale des familles fondatrices. Une certaine visite apparemment ordinaire de Karim Keïta est passée par

là en rajoutant manifestement à l'intensité de la charge colérique et en conférant une dimension trop politique aux rapports entre les dites familles fondatrices et le plus illustre des députés de leur circonscription. A quelques encablures du rendez-vous déterminant pour la réélection de ce dernier, le mur de glace n'est pas près d'être totalement brisé, mais il tient moins à la disparition du confrère Birama Touré qu'à une Affirmation de notoriété aux relents de défi politique. Or les notabilités de la capitale malienne ne misent pas maigre dans l'affaire. Et pour cause, la solidarité et la cohésion dont ils se prévalent donnent l'air de présenter des failles justement imputables à l'absence criante d'unanimité dans leurs rangs et qui ne manquerait pas d'ouvrir des brèches dans l'obstacle qu'ils tentent de dresser sur le chemin victorieux du fils du président de la République, leur ami loyal. Or un triomphe de la liste conduite par Karim Keïta s'assimilerait à un désaveu mortel pour les respectables notables.

■ A KEÏTA





Mme N'Diaye Ramatoulaye Diallo et le gouverneur de la région

Orchestre régional de Sikasso : Du matériel de musique flambant neuf

L'orchestre régional de Sikasso dispose désormais de nouveaux instruments de musique, notamment des guitares, de la batterie, des microphones, des pianos et autres accessoires.

La ministre de la Culture, Mme N'Diaye Ramatoulaye Diallo, a symboliquement remis ces instruments, vendredi dernier, dans la Salle de conférence du Gouvernorat de la Cité du Kéné Dougou. C'était en présence du gouverneur de Sikasso, Boubacar Bagayoko, et du directeur national de l'Action culturelle, Alamouta Dansoko. Il y a quelque temps, le département de la Culture avait offert du matériel de musique à l'orchestre de Koulikoro. Ces orchestres régionaux ont été équipés pour préparer de belle manière la prochaine Biennale artistique et culturelle. Ces derniers travaillent toujours avec les mêmes instruments offerts depuis l'accession de notre pays à la souveraineté nationale. Ces matériels sont devenus, aujourd'hui, archaïques. Cette situation a impacté la performance de nos orchestres régio-

naux et conduit certains vers le déclin, en matière de productions musicales. « Parler de Sikasso, c'est faire resurgir les souvenirs du Royaume du Kéné Dougou avec des figures historiques comme Tiéba Traoré, Babemba Traoré, Momo Traoré, Kélétiqou Berthé qui se sont farouchement opposés à la pénétration coloniale », a rappelé Mme N'Diaye Ramatoulaye Diallo. Et la ministre de la Culture de poursuivre : « Parler de cette région, c'est aussi évoquer les traditions originales et les expériences qu'elle a accumulées au fil des siècles et qui constituent les repères qui balisent notre présent et notre avenir ».

Selon la ministre Diallo, l'objectif recherché est de revitaliser ces orchestres régionaux qui pâtissent de la léthargie et de la vétusté des instruments de musique. Par ailleurs, Mme N'Diaye Ramatoulaye Diallo dira que la remise de ces instruments de musique traduit la volonté de son département à mettre en œuvre les recommandations issues des différentes biennales artistiques et culturelles. Pour elle,

il est clair que la série de remise des instruments de musique aux orchestres régionaux continuera dans d'autres régions administratives. Elle a aussi rendu un vibrant hommage aux femmes et hommes qui se sont investis pour hisser la musique du terroir sur l'échiquier international. Il s'agit, entre autres, de Lamissa Bengaly, Mamadou Guitare, Nahawa Doumbia, Abdoulaye Diabaté, Oumou Sangaré, Néba Solo, Yoro Diallo, Mamou Sidibé et Kéné Dougou Filani. Ces ambassadeurs de la musique malienne ont honoré notre pays sur les scènes nationales et internationales. Ils constituent des références et expriment à travers leurs créations, nos joies et espérances. Ils continuent de nous faire rêver et de célébrer notre humanité partagée. Quant au maire de Sikasso, Kalfa Sanogo, il a exprimé sa joie de voir l'orchestre régional doté d'instruments lui permettant d'aborder la prochaine Biennale artistique et culturelle dans de meilleures conditions. L'édile a aussi expliqué le rôle de la culture dans un pays comme le nôtre. Plusieurs témoignages de satisfaction ont été faits au nom de la population et du gouverneur de la Cité du Kéné Dougou. Le premier responsable de la Région a donné l'assurance que ces instruments seront utilisés à bon escient et mieux entretenus.

■ AMADOU SOW

De vieux briscards africains en quête de 3e mandat : La décision de Ouattara aura-t-elle un effet sur Alpha Condé ?



Le Président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, a pris tout le monde de court en annonçant, le jeudi 5 mars dernier, sa décision de ne pas briguer un nouveau mandat dans la perspective de l'élection présidentielle que son pays s'apprête à organiser en octobre 2020. C'était devant les sénateurs et les parlementaires réunis en Congrès. « Durant les deux mandats que vous m'avez confiés à la tête de notre beau pays, j'ai toujours accordé une importance toute particulière au respect de mes engagements. Dans le même esprit, j'avais à plusieurs occasions indiqué, au moment de l'adoption de la Constitution de la IIIe République en 2016, que je ne souhaitais pas me représenter à un nouveau mandat présidentiel. En conséquence, je voudrais vous annoncer solennellement que j'ai décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle », a-t-il déclaré sous des ovations.

Une annonce surprise qui met fin à des mois de spéculations. Elle est intervenue au terme d'un discours d'une quarantaine de minutes au cours duquel Alassane Dramane Ouattara a détaillé son bilan de neuf années au pouvoir entre 2011 et 2020, ses résultats économiques, ses résultats sociaux en matière d'éducation et de santé. Toutes choses qui font que « La Côte d'Ivoire rayonne », a-t-il estimé,

avant de déclarer solennellement : « J'ai décidé de transférer le pouvoir à une jeune génération. Je veux transférer le pouvoir d'un président démocratiquement élu à un autre pour la première fois de notre histoire ».

À la tête du pays depuis le 6 mai 2011 qui l'a vu succéder à Laurent Gbagbo après avoir remporté l'élection du 28 novembre 2010, un scrutin qui avait donné lieu à des contestations et à une grave crise post-électorale, Alassane Ouattara avait ensuite été réélu au premier tour de la présidentielle de 2015 avec 83,7% des voix. Cette décision du Président ivoirien largement commentée par les Africains et qualifiée d'« historique », intervient à un moment où la Guinée sombre dans la violence du fait de la volonté du Président Alpha Condé de modifier la Constitution guinéenne pour se maintenir au pouvoir.

« Qui va arrêter Alpha Condé ? "Intransigent" et très sûr de lui, le président guinéen semble "inarrestable" ! Ni la "pression" des religieux venue se greffer à celle de la rue ni "l'inquiétude" de la communauté internationale qui appelle à un "dialogue inclusif" pour éviter à la Guinée un "basculement", rien ne semble pour l'instant arrêter le dirigeant guinéen. Porteur d'un projet de nouvelle constitution très "controversé" qui déchire les Guinéens, Alpha

Condé sur lequel pèsent des soupçons de velléités de troisième mandat reste « sourd » et « aveugle » à tous les appels pourtant "alarmistes". Il déroule tranquillement son agenda », commentait un confrère guinéen quand le Président Condé a décidé de lever le voile sur ses intentions.

Selon plusieurs observateurs guinéens, Alpha Condé a tort de proposer une nouvelle Constitution à ses compatriotes. Ne serait-ce juste en raison du fait qu'à deux reprises, en décembre 2010 et en octobre 2015, il a juré de respecter et de faire respecter la Constitution en cours actuellement dans son pays. Une Constitution sur la base de laquelle toutes les institutions de la République ont été mises en place.

Aussi, on n'hésite plus à parler d'un coup d'État constitutionnel, une voie sans issue qui a depuis déclenché une crise sociopolitique aux conséquences humaines et économiques dramatiques.

D'après toujours les analystes de la scène politique guinéenne « la Mouvance présidentielle et le Président Alpha Condé n'ont pas de chances de remporter des élections si celles-ci sont libres, inclusives et démocratiques. Dans le meilleur des scénarios, le RPG Arc-en-ciel et ses alliés viendront loin derrière le duo UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidy Touré. Même en Haute-Guinée, qualifiée de bastion du Président Condé, ils seront battus par le trio UFDG, UFR et PADES de Dr. Ousmane Kaba ».

Ceci explique-t-il cela ? En tout cas des questions se posent : Alpha Condé joue-t-il avec le feu ? A-t-il perdu la tête ? Ou est-ce plutôt le pouvoir qui le rend sourd et aveugle ? La décision du président Ouattara de ne pas briguer un nouveau mandat va-t-elle l'amener à revoir sa copie et à mettre un peu d'eau dans son vin ? Voilà autant de questions qui animent les débats en Afrique, et particulièrement en Afrique de l'Ouest. Seul contre tous, Alpha Condé compte sur quoi alors pour parvenir à ses fins ?

Une seule certitude : il fut tout de même contraint de repousser la date préalablement retenue pour la tenue de son référendum ! Rebelote-t-il pour repartir de bon pied ou va-t-il renoncer à son projet ? Les jours prochains nous édifieront !

■ SEYDOU DIALLO

Burkina Faso : En Finir avec la violence terroriste !

Le terrorisme détruit des vies humaines, prive le Burkina Faso de l'exploitation sereine de ses ressources naturelles, divise les communautés et empêche les enfants d'accéder à l'éducation. Y mettre fin doit être l'absolue priorité du pouvoir exécutif.

Le Burkina Faso a, une nouvelle fois, subi la violence des jihadistes. Le 17 février, 24 de nos concitoyens ont été lâchement assassinés dans l'attaque d'une église protestante dans le nord du pays. Depuis 2015, le bilan s'élève à plus de 800 morts, auxquels s'ajoutent des milliers de blessés et des centaines de milliers de déplacés, qui errent à la recherche d'un refuge dans leur propre pays.

La violence n'épargne personne. Ni les femmes, ni les enfants, ni les hommes. Elle ne fait pas de distinction entre les religions ou les ethnies. Elle est aveugle, brutale, inhumaine. Nous appelons le gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré à réagir urgemment et à prendre les mesures qui s'imposent pour garantir la sécurité des Burkinabè et sanctuariser notre territoire.

Un pays endeuillé

Depuis le 16 janvier 2016, date à laquelle des groupes armés ont pris pour cible le café-restaurant Le Capuccino et l'Hôtel Splendide à Ouagadougou, le Burkina Faso est prostré face à la violence terroriste. Certaines parties du territoire échappent désormais entièrement à l'autorité de l'État. Dans le nord du pays, les régions se vident et les habitants fuient des zones désertées par les Forces de défense et de sécurité (FDS). Beaucoup cherchent même asile dans les pays voisins, notamment le Mali et le Niger, où le ciel est plus clément.

Le terrorisme n'épargne ni les chrétiens ni les musulmans. Le 11 octobre dernier, une attaque a causé la mort de 16 fidèles dans une mosquée de Salmossi pendant la prière du vendredi. Le 1er décembre, 14 chrétiens protestants Burkinabè ont été froidement assassinés dans l'assaut d'une église protestante de Hantoukoura, en plein service religieux. Le terrorisme n'a pas non plus de préférence

ethnique. L'État islamique au grand Sahara, l'un des principaux acteurs de la sous-région, nourrit les tensions communautaires et le cycle des vengeances interethniques alors que l'union nationale devrait s'imposer face à l'adversité.

Le 1er janvier de l'année passée, plusieurs dizaines de Peuls ont été assassinés par des Mossis, en représailles d'une sanglante attaque terroriste qui leur a été faussement attribuée dans le village de Yirgou. Les coupables n'ont, pour le moment, jamais été jugés.

Renoncer à armer les populations civiles

La défiance du régime Kaboré envers nos FDS, les mieux armées à lutter contre le terrorisme, est la cause principale de la situation actuelle. Certaines de ses décisions les plus récentes relèvent même de l'irresponsabilité la plus dangereuse. Le 20 janvier dernier, Roch Kaboré a fait adopter par le Parlement une loi autorisant le recrutement de volontaires civils armés pour lutter contre les factions terroristes.

La défense du territoire et des populations doit être confiée à des professionnels. Faiblement formés au maniement des armes, au respect des droits humains, payés avec une



solde inférieure aux militaires réguliers, ils sont cependant appelés à constituer la première ligne de défense des Burkinabè contre des groupes jihadistes de plus en plus organisés.

Ne nous trompons pas. En armant des populations civiles, même derrière un paravent légal apparent, Roch Kaboré n'améliorera pas la sécurité du pays mais contribuera à renforcer le banditisme, moyen de subsistance vers lequel une partie de ces volontaires se tournera tout naturellement pendant ou après le conflit. Si nous reconnaissons le courage exceptionnel de ces volontaires, la défense du territoire et des populations doit être confiée à des professionnels.

Remettre les FDS au cœur du dispositif sécuritaire

La sagesse politique aurait dû conduire Roch Kaboré à s'engager dans un renforcement capacitair des FDS, qui subissent la mal-gouvernance du régime. Pourquoi, au lieu de se tourner vers des civils qui ignorent tout du métier des armes, Roch Kaboré n'a-t-il pas rapelé les trois derniers contingents partis en retraite ? Encore parfaitement aptes au combat, ces hommes sont formés, expérimentés et acculturés à la discipline militaire qui doit guider le combat contre les groupes terroristes.

Notre pays a eu, par le passé, les moyens de

lutter efficacement contre le terrorisme. Avec le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), nous bénéficions d'une formidable troupe d'élite et d'un des renseignements les plus efficaces de la sous-région. Le coup d'État avorté de 2015 a conduit le pouvoir de Roch Kaboré à éparpiller ces hommes, aguerris et formés, dans différentes unités.

Le terrorisme ne détruit pas seulement des vies humaines

Si les actions passées de ce régiment peuvent être critiquées, la quête d'efficacité et la protection des Burkinabè n'auraient jamais dû conduire à sa dissolution. Nous devons retisser des relations de confiance, ancrées dans le processus de réconciliation nationale, entre les anciens membres du RSP et les autres catégories de l'armée.

Le renseignement burkinabè souffre aujourd'hui de failles capacitaires désastreuses. L'Agence nationale de renseignement, créée après la dissolution du RSP, est dans l'incapacité de centraliser les informations recueillies que se partagent les FDS, la police et la gendarmerie. Il faut y remédier par une professionnalisation de nos agents de renseignements dans le cadre d'une réforme complète de notre outil de renseignement.

Un effort d'investissement national doit aussi être mis en œuvre pour renforcer les moyens matériels et humains des forces armées. L'aide

extérieure, si elle est essentielle, ne doit pas nous amener à sacrifier nos capacités sécuritaires et notre souveraineté sur l'autel des économies budgétaires.

Vers un retour à la sécurité des populations

La lutte contre le terrorisme est d'autant plus urgente, qu'en plus de détruire des vies humaines, la terreur s'attaque à tout ce qui fait la richesse du Burkina Faso. Depuis le début du conflit, 2 369 écoles ont été fermées et 325 245 enfants privés de leur droit légitime à l'éducation, interdisant ainsi la formation d'une jeunesse qui, demain, constituera les forces vives du Burkina Faso.

L'attaque de novembre 2019, perpétrée contre les employés du site aurifère de la Semafo, montre que les terroristes ont aussi la volonté de s'attaquer aux capacités économiques du pays et de prendre le contrôle de nos richesses naturelles en les exploitant illégalement.

Le terrorisme ne détruit pas seulement des vies humaines, il prive notre pays de l'exploitation sereine de ses ressources naturelles, il divise nos communautés, empêche nos enfants d'accéder à l'éducation. Y mettre fin doit être l'absolue priorité du pouvoir exécutif, car de la sécurité découlent la paix, la croissance et la prospérité.

■ SOURCE JA



Real Madrid : Zinédine Zidane, des choix en question



Devancé par le FC Barcelone en Liga, le Real Madrid est dans une situation inconfortable. Au même titre que son entraîneur, Zinédine Zidane, dont les choix récents n'auraient pas été compris par la direction de la Casa Blanca.

Au Real Madrid peut-être plus qu'ailleurs, tout va très vite. Dans un sens comme dans l'autre. Porté sur les fonts baptismaux au sortir de la victoire décrochée par le Real Madrid lors du Clasico le 1er mars dernier (2-0), Zinédine Zidane s'est retrouvé sous le feu des critiques à

peine une semaine plus tard, après une rechute contre le Betis Séville (2-1). A cause de cette défaite, les Merengues ont cédé la première place de la Liga au rival catalan. Pas de quoi paniquer certes, étant donné qu'il reste encore onze journées de championnat à disputer. Toujours est-il que les choix effectués par l'entraîneur madrilène seraient de plus en plus contestés au sein même du club. Dans son édition de ce mardi, Marca dresse ainsi le constat suivant : les dirigeants ne comprendraient pas certaines décisions prises par « ZZ », ce qui engendrerait des tensions entre les deux parties.

Mariano Diaz plutôt que Jovic, Marcelo plutôt que Mendy

Le quotidien espagnol évoque par exemple le cas de Luka Jovic, recruté contre 60 millions d'euros l'été dernier et qui a vu Mariano Diaz, pourtant au placard depuis des lustres, lui être préféré à l'occasion des dernières rencontres. Le Ballon d'Or 1998 maintient également sa confiance en Marcelo et Gareth Bale, pourtant sur le déclin, tandis que Ferland Mendy et Rodrygo cirent le banc. De là à penser que l'avenir de Zidane au Real s'inscrit en pointillés, il n'y a qu'un pas. Qui ne sera probablement pas loin d'être franchi en cas de saison blanche sur la scène nationale et d'élimination prématurée en Ligue des Champions...

Liverpool : “Mané et Salah ne s'aiment pas”

Sadio Mané et Mohamed Salah «ne s'aiment pas profondément» et pourraient tous deux quitter Anfield cet été, selon l'ancien présentateur de Sky Sports Richard Keys. Selon Stades qui rapporte ses propos, des rumeurs ont commencé à circuler sur une querelle entre Mané et Salah, qui forment un formidable trio avec Roberto Firmino. Néanmoins, Keys insiste sur le fait que Mané et Salah ne sont pas sérieux dans leurs déclarations. «Ne croyez pas ce qu'ils vous disent. Mané et Salah n'ont pas beaucoup de temps l'un pour l'autre. C'est pire que ça. Ils se détestent profondément. Les deux seraient beaucoup plus heureux de jouer dans une équipe sans l'autre», ajoute le journaliste de Sky Sports.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous paraissez incohérent et susceptible au travail. Votre détermination d'aujourd'hui ressemble davantage à un combat perdu d'avance ! Lâchez prise, inutile d'insister, vos réactions sont démesurées. Le carré Lune/Mars joue contre vous.

Les excès sont à l'ordre du jour, et les dépenses ne dérogent pas ! Jupiter est là pour vous le rappeler, il vous pousse à de fortes dépenses ! Le mieux est de ne pas se laisser tenter, gardez les yeux fermés en passant devant les boutiques!



Taureau (20 avril - 19 mai)

Attendez-vous à recevoir un soutien plutôt inattendu, mais néanmoins très efficace. Cher natif, que vous soyez en activité ou pas, les influences astrales sont bénéfiques. Les opportunités devraient s'enchaîner tout au long de cette journée.

Apparemment, vous passez à la vitesse supérieure, cher Taureau. À ce rythme, votre argent risque de faire des petits. Vos choix sont judicieux, vous faites des placements intéressants, tout est réuni pour vous permettre de faire du profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Professionnellement parlant, votre évolution pourra passer par une formation ou un séjour, même de courte durée, à l'étranger ! Vous pourriez même avoir l'idée en tête de vous rapprocher du pouvoir avec un grand P... Aujourd'hui, vous ne chômez pas !

Côté argent, vous ne pourrez pas trouver le juste milieu, une fois de plus, pourrait-on dire ! Sans être dans un quelconque jugement ou lancer un procès en sorcellerie, ce constat néanmoins s'impose... Aujourd'hui, vous incarnerez le grippe-sou du zodiaque.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le mécontentement règne dans le service. Gardez vos distances. Chacun défend son poste. Il manque une complicité. Des doutes vous accompagnent. Faites simplement le dos rond et attendez. Changer de poste vous emballe, mais vous ne passez pas à l'action.

La prudence vous accompagne. Vous faites au mieux pour palier à des dépenses. Le système D et de la récupération vous aident. Pensez à revoir des dépenses inutiles ! Il n'est pas nécessaire de faire des achats immédiats juste pour faire plaisir aux proches.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ressentez un certain découragement, amplifié par le transit de Jupiter. Votre combativité légendaire est quasi inexistante, la nervosité prend sa place pour cette journée ! Votre persévérance vous fait défaut également. C'est vraiment un jour sans !

Le carré Lune/Jupiter est l'aspect de tous les dangers, car il incite aux excès en tout genre ! Il vous pousse aux dépenses inconsidérées, soyez vigilant ! Il développe également un côté insouciant, état inhabituel chez vous, qui peut vous surprendre.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Si vous regardez en arrière, vous risquez de faire du sur place. Vos erreurs du passé ne doivent pas interférer, aujourd'hui est un nouveau jour. Ne montez pas sur vos grands chevaux dès que l'un de vos collègues de bureau se permet une remarque.

Financièrement, vous gardez votre ligne de conduite. Vous avez des projets qui vous tiennent à cœur et vous aimeriez les réaliser assez rapidement. Vous vous donnez les moyens de viser haut. Dès que c'est nécessaire, vous êtes très sérieux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

À la fin de votre journée de travail, vous ferez un rapport détaillé de ce qui marche et de ce qui coince, notamment dans votre service. Pour ne pas passer pour un délateur ou le fayot de service, assurez-vous de vérifier l'exactitude de vos informations.

Ami Balance, vous gérez votre patrimoine en tant que bon père de famille. Vous ne boursicoterez pas et ne vous prendrez pas pour un trader... Depuis quelque temps, vous avez un projet qui trotte dans votre tête. Vous le mettez sur orbite aujourd'hui.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre nature festive dissipe. L'atmosphère avec les collègues trouble la cadence de travail. Il faut vous ressaisir pour éviter des remarques. Pensez à faire des pauses suffisantes pour souffler. Un peu de fatigue intellectuelle freine la concentration !

L'argent part très vite dans diverses choses ! Les dépenses sont liées à de multiples frais. Les loisirs sont assez onéreux. Ils peuvent demander du matériel spécialisé. Pensez à échelonner vos paiements ! C'est une bonne idée pour éviter le découvert !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous semblez hésitant, et l'indécision vous gagne ! Vous avez du mal à prendre des initiatives, et vous doutez de vos capacités. Cette journée professionnelle vous pèse, et vous démotive. Allez, reprenez-vous, vos capacités ne sont pas mises en cause !

Le mauvais aspect à Jupiter, présent dans le domaine de l'argent, présage d'une perte financière qui pourrait se produire. Un projet, peut-être immobilier, risque de ne pas voir le jour. Quoi qu'il en soit, des déconvenues peuvent arriver, et vous décevoir.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Il est indispensable de frapper aux bonnes portes. Dans le cas contraire, vous perdez votre temps et votre énergie. Le changement est d'actualité. Une aide providentielle vous permet de trouver un job (si vous êtes en recherche d'emploi).

Certaines planètes mettent du désordre dans vos comptes. Vous essayez de vous organiser pour maintenir l'équilibre financier, cependant, quelques dépenses imprévues viennent déstabiliser votre budget. Vous risquez de vous tirer les cheveux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

En exploitant à fond vos compétences, le succès pourra s'attacher à vos pas beaucoup plus tôt que vous ne le pensiez. Votre patience sera enfin récompensée. Pendant les réunions, vous ne resterez plus muet ou sous l'emprise de votre timidité...

Pour vous, ami Verseau, les questions financières ne seront qu'une simple formalité. Comme tout bon gestionnaire, vos comptes bancaires sont prospères. À tel point, que vous éprouverez le besoin de les montrer à vos proches. Ça va les chevilles ?



Poisson (19 février - 21 mars)

Pour ne plus sentir la routine, vous prenez les devants. Un de vos collègues peut vous proposer de bons tuyaux. Écoutez votre intuition pour ce choix. Renseignez-vous sur l'environnement de la future entreprise. Il est déconseillé de céder à la soudaineté.

Les dépenses sont encore élevées. Vous pouvez faire des économies grâce à des affaires soldées. Si vous sortez, évitez de payer tout seul. Partagez les frais, sans culpabiliser ! Vos revenus sont assez stables et autorisent des frais tant qu'ils sont modérés.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA